

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 150 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2879 - Prix : 1€

**Loi "plein-emploi":  
une attaque contre  
tous les travailleurs**

*Page 3*

**13 octobre : s'en saisir  
pour affirmer nos  
revendications**

*Page 7*

**L'impérialisme  
français recrute ses  
gardes chiourme dans  
les ex-colonies !**

*Page 8*

**Quotidien de La  
Réunion : nouvelles  
menaces contre les  
emplois**

*Page 9*

**Haïti**

**Vers une catastrophe  
de plus**

*Page 10*

**Gabon**

**Le dictateur est parti,  
pas les militaires**

*Page 11*



## Israéliens et Palestiniens, dans le piège sanglant créé par l'impérialisme

Le Moyen-Orient est à l'image d'un monde soumis à la domination impérialiste de la bourgeoisie : un immense brasier. Après l'Irak et la Syrie, la guerre embrase de nouveau Israël et Gaza, menaçant toute la région d'une nouvelle conflagration.

Cette situation a été créée par les manœuvres des puissances impérialistes, au siècle dernier, où elles découpaient le monde en traçant les frontières garantissant leur hégémonie. Et le Moyen-Orient, riche en pétrole, était l'objet de toutes leurs convoitises.

C'est ainsi que les Palestiniens et les immigrants juifs se sont retrouvés au milieu d'un champ de bataille. Les premiers vivaient sous la domination britannique, déjà contestée par la puissance américaine. Quant aux seconds, ils arrivaient dans la région, fuyant les pogroms antisémites ou rescapés des camps d'extermination.

Il y avait de la place pour les deux peuples. Mais les prétendus protecteurs de la région n'ont rien fait pour favoriser cette coexistence. Ils ont, au contraire, joué un peuple contre l'autre, pour assurer leur influence.

En 1948, les États-Unis soutinrent la création d'Israël en tant qu'État juif. Les Palestiniens en furent chassés en masse, transformés en réfugiés à vie dans des camps surpeuplés ou en citoyens de seconde zone en Israël. Les Israéliens devinrent les gardiens de cette prison.

Les Palestiniens ont été spoliés de leurs terres, expulsés de leurs maisons et enfermés, notamment dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza. Les deux millions de Gazaouis sont collectivement punis par un blocus qui leur impose des conditions de vie innommables, quand leurs immeubles ne sont pas bombardés par l'armée d'Israël. Cette politique a un nom : le terrorisme d'État.

Dans les deux camps, les politiques nationalistes ont contribué à porter au pouvoir les plus extrémistes. En Israël, Netanyahu gouverne désormais avec les ultranationalistes religieux et racistes. Son gouvernement a intensifié la colonisation de la Cisjordanie, aggravé les mesures d'apartheid et encouragé les milices d'extrême droite à terroriser les Palestiniens.

À cette terreur d'État, le Hamas a opposé une politique qui mène les Palestiniens dans l'impasse. Celle-ci ne témoigne pas seulement d'un mépris pour la vie des civils israéliens, mais aussi de la vie de son propre peuple, les Palestiniens de Gaza, de nouveau soumis à l'enfer des bombardements. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas le choix car le pouvoir du Hamas s'exerce comme une dictature.

Si le Hamas a soudé nombre de Palestiniens derrière lui, c'est qu'il est le seul à offrir une issue à la révolte qui bouillonne dans la jeunesse palestinienne. Mais la politique du Hamas, comme celle de Netanyahu, ne fait que creuser un fossé de sang entre les deux peuples.

Ces 75 années de politiques nationalistes de part et d'autre, des plus modérées aux plus extrémistes, ont conduit à la situation terrifiante actuelle. Elles démontrent qu'un peuple qui en domine un autre ne peut vivre en sécurité, ni être un peuple libre.

Le drame, c'est que les pires nationalistes sont encouragés par le climat guerrier créé par la guerre en Ukraine et les discours belliqueux des dirigeants des grandes puissances. C'est vrai en Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh ou au Kosovo, où s'affrontent Albanais et Serbes.

Contre cette évolution catastrophique, affirmons que des peuples différents, parlant des langues différentes et ayant des coutumes ou des religions différentes, peuvent parfaitement vivre côte à côte. Ils l'ont souvent fait au cours des siècles passés.

Pour y réussir, il faut combattre les dirigeants actuels de la société, et d'abord la bourgeoisie impérialiste qui dresse les peuples les uns contre les autres. Diviser pour régner est la base de sa politique de domination. Ne marchons pas !

Ni les peuples, ni les travailleurs n'ont d'intérêt à ces divisions. Ils partagent tous la même aspiration à vivre en paix. Il leur faut trouver un terrain d'entente. Et celui-ci existe dans le fait qu'ils partagent tous une vie de labeur, une vie d'exploitation. Nos dirigeants nous rassemblent dans l'exploitation, ne les laissons pas nous diviser !

Partout, il y a, comme ici, des travailleurs en butte à leurs gouvernants. Assimiler le peuple palestinien à la politique du Hamas, ou identifier les Israéliens à la politique de Netanyahu et des colons est aussi stupide que ranger les Français derrière Macron.

En Israël, des travailleurs palestiniens et israéliens travaillent souvent ensemble. Il faut qu'ils retrouvent la conscience de leurs intérêts communs. Seule cette fraternité de classe pourra créer l'élan susceptible de dépasser les haines accumulées au cours de décennies d'affrontements.

Nathalie Arthaud

## Loi "plein-emploi" : une attaque contre tous les travailleurs

Lors de la discussion à l'Assemblée du projet de loi pour le plein emploi, le gouvernement a soutenu, le 28 septembre, un amendement d'un député Les Républicains instaurant une obligation de quinze heures d'activités hebdomadaires pour les bénéficiaires du RSA.

En juillet, lors de l'examen du texte au Sénat, le ministre du Travail et ancien socialiste Dussopt avait laissé une marge de manœuvre aux départements, gestionnaires du RSA, pour imposer cette disposition « *en fonction des situations particulières* ». La droite y a vu une occasion de faire de la surenchère dans la démagogie anti-chômeurs, exigeant et obtenant que les quinze heures hebdomadaires soient imposées à

tous, sans exception.

Olivier Dussopt prétend que les activités en question ne seront ni du travail gratuit ni du bénévolat obligatoire, mais des activités d'insertion et de formation. Cependant, dans les 18 départements qui expérimentent déjà cette mesure, de nombreux bénéficiaires sont contraints d'effectuer des stages non payés dans différents secteurs d'activité. De plus, ce ne sont pas les ateliers CV ni les formations bidon auxquels sont déjà soumis les chômeurs qui leur permettront de retrouver un emploi. En cas de non-respect de cette obligation, le RSA sera suspendu et les allocataires privés de tout moyen de subsistance.

Cette mesure n'est pas seulement

totalement inique pour les travailleurs privés d'emploi. Elle est également une attaque en règle contre tous les travailleurs. Imposer à des chômeurs de travailler gratuitement fera forcément pression sur les salaires de tous les travailleurs. Le gouvernement tente aussi de dresser ceux qui ont encore un emploi contre ceux qui en sont privés.

Il est vital pour l'avenir du monde du travail de s'opposer à une telle division. La classe ouvrière ne peut défendre ses intérêts, ses conditions de vie, son droit à un emploi et à un salaire correct qu'en restant unie face à ses exploiters et au gouvernement à leur service.

## Arrêts maladie : nouvelle attaque

Prétextant d'une hausse du coût des arrêts de travail de 8 % entre 2021 et 2022, le gouvernement prévoit de durcir les règles.

L'an dernier déjà, le gouvernement avait tenté de ne plus reconnaître les arrêts prescrits lors des téléconsultations par un autre médecin que le médecin traitant. Finalement retoquée par le Conseil constitutionnel, la mesure à peine modifiée refait son apparition dans le projet de loi de finance 2024. Il prévoit désormais de limiter les arrêts prescrits par téléconsultation à trois jours. Seul le médecin traitant serait autorisé à délivrer des arrêts plus longs, mais uniquement « *en cas d'impossibilité, dûment justifiée par le patient* » de se rendre physiquement chez le médecin.

Le gouvernement a également prévu d'inscrire dans le prochain

budget des mesures pour intensifier les contrôles sur les salariés comme sur les médecins et de permettre de ne plus indemniser les travailleurs lorsque les arrêts maladie seraient considérés

comme non justifiés... par un médecin délégué par l'employeur.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 21 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 22 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 27 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 28 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

## Logement : L'Ushom désintéressée ?

Une semaine après la manifestation pour le logement organisée par la Confédération nationale du logement (CNL), l'Union sociale pour l'habitat outremer (Ushom) a remis au ministre délégué à l'outremer Philippe Vigier, un « livre blanc » sur l'habitat.

Ce livre qui comporte 40 propositions pour le logement propose un plan de rattrapage sur dix ans pour atténuer la crise du logement et « assurer un logement pour tous ».

Mais cet « acte républicain » ne semble pas être un acte de dévouement aux classes populaires.

En effet, le président de l'Ushom n'est autre que le capitaliste réunionnais François Caillé, celui-là même qui a fermé plusieurs de ses entreprises et licencié des dizaines de travailleurs, notamment dans l'automobile et la grande distribution.

Caillé et la directrice de l'Ushom,

Sabrina Mathiot, ne plaignent-ils pas plutôt la cause des patrons du BTP, des HLM, etc. pour avoir plus d'aides de l'État et d'avoir plus de cartes en main ?

Sabrina Mathiot se plaint que « la multiplicité des dispositifs d'aide à la construction et à la réhabilitation, les différents périmètres de leur intervention, la pluralité des institutions intervenant dans les politiques de l'habitat ou encore les modalités de rattachement institutionnel de nos territoires ultramarins à la République, ont rendu complexe et parfois illisible l'action publique ».

Déjà en 2021, la délégation aux outre-mers de l'Assemblée nationale après avoir entendu Caillé et sa directrice, avait demandé par une résolution, « le versement (direct à l'USHOM) de la contribution financière de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) au

titre des actions menées par l'USHOM sur les territoires ultramarins en faveur du logement social ; au gouvernement que mandat soit confié à l'USHOM pour représenter les outre-mers en matière de logement social. ».

Quelle autre résolution va encore prendre le gouvernement en faveur de l'Ushom ?

Quand le patronat veut quelque chose, ses représentants vont, dossiers sous les bras, directement frapper aux portes des ministères et du Parlement. Et ils ont l'oreille de leurs serviteurs.

Les travailleurs, eux, n'ont pas d'autres choix que de se battre tous ensemble pour obtenir, en l'occurrence, des logements convenables avec des loyers raisonnables.

## Attal : bonjour le niveau

Attal, le ministre de l'Éducation nationale, prétend relever le niveau des élèves. N'importe qui sait que s'il y avait suffisamment d'enseignants et d'adultes, remplacés quand ils sont malades, des classes moins surchargées, des locaux en bon état, des bourses suffisantes pour les élèves... bref des moyens, c'est-à-dire tout ce qu'Attal ne veut pas mettre, cela pourrait aller mieux.

Mais non, le ministre compte résoudre l'équation en réunissant... une commission d'experts : le même vieux fatras que ses prédécesseurs.



## Une société sans cœur

Une nouvelle fois, les Restos du cœur ont averti de leurs difficultés financières. Ils viennent de prévenir qu'ils seront contraints de refuser des bénéficiaires dès le mois de novembre.

Comme pour beaucoup d'autres associations caritatives, ce qui est en cause c'est la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie à la

quelle ils ne peuvent plus faire face, engendrant un déficit de 35 millions d'euros pour boucler le budget de Restos. Or le nombre de personnes frappant à leur porte a encore augmenté de 200 000 personnes en un an.

Cette société, qui ne permet même pas à chacun de manger, doit être révolutionnée. D'urgence !



## Des prix sur mesure pour le patronat

L'INSEE nous annonce doctement que la hausse des prix a été limitée à 4,9 % depuis un an.

Les travailleurs qui font leur bazar dans les grandes surfaces ou sur les marchés forains ont vu, eux, les prix de l'alimentation grimper d'au moins le triple pendant la même période.

Quant aux prix des carburants ils ont officiellement augmenté, toujours ces derniers 12 mois, de 19 % pour l'essence et de 10 % pour le gazole.

Seuls les patrons croient l'INSEE sur parole quand il s'agit de négocier les augmentations de salaires.

Comme c'est étonnant !



01

## Pour faire face à la hausse des prix, exigeons des augmentations de salaires en prenant sur les profits !

Le débat a été à nouveau relancé sur l'Octroi de Mer par les politiciens de La Réunion.

Faut-il le supprimer ? Mais alors par quoi le remplacer ? Car se souviennent soudainement nos débatteurs, l'Octroi de Mer finance les caisses des communes !

Même question à propos de la TVA !

En attendant toutes ces taxes qui frappent plus durement les consommateurs populaires augmentent proportionnellement aux hausses de prix décidées par les capitalistes. Ceux de la grande distribution, ceux de

l'import-export, par les compagnies pétrolières, etc.

Et aux intérêts de ceux-là le gouvernement et les politiciens locaux se gardent bien de toucher.

Une sacrée bande d'hypocrites !

Plutôt que de tourner autour du pot, les travailleurs devraient avoir une façon beaucoup plus directe de poser le problème de leur pouvoir d'achat insuffisant pour répondre à leurs besoins :

En revendiquant l'augmentation générale des salaires et leur indexation sur les prix !



## Les capitalistes... drogués au profit !

La CORETAB (Compagnie Réunionnaise des Tabacs) produisait depuis 1996 des cigarettes pour American Tobacco et Philip Morris.

Ces entreprises ont cessé de s'approvisionner chez elle, la privant ainsi de la commercialisation de 70 % de la production locale de tabac.

Mais dernièrement, c'est sa maison mère, Imperial Brands, qui a décidé de cesser la pro-

duction de cigarettes à La Réunion. La production devrait dorénavant être reprise par les pays d'Europe de l'Est où les salaires sont bien moindres que ceux de La Réunion !

14 travailleurs s'attendent à perdre leur emploi. Seuls les profits ne partiront pas en fumée !



## Dettes de l'État : les travailleurs n'ont pas à payer

Mercredi 27 septembre, le ministre de l'Économie a commenté le projet de loi de finance 2024, qui prévoit le budget de l'État pour l'année. Il a affirmé à cette occasion que réduire la dette publique relève du « *devoir de l'intérêt national* ».

Évidemment, il semble de bon sens de vouloir réduire la dette de l'État, de la même manière, nous disent les commentateurs de la presse patronale, que monsieur-tout-le-monde rembourse les siennes. La dette publique ne cesse de s'alourdir et a même dépassé les 3 000 milliards d'euros en mars. Le gouvernement prévoit donc d'emprunter sur les marchés la somme record de 270 milliards pour l'année 2023, afin de colmater ce déficit vertigineux.

Celui-ci a véritablement explosé à partir de 2012, lorsque la Banque centrale européenne avait ouvert les robinets du crédit facile pour tenter d'enrayer la paralysie du système, lors de la crise de la zone euro. Depuis, la dette a continué d'augmenter de manière spectaculaire lors des crises suivantes, Covid, guerre en Ukraine.



Bruno Le Maire prévoit 16 milliards d'euros d'économies pour 2024, réalisés presque en totalité par la fin des aides énergétiques – le fameux « bouclier tarifaire » mis en place en 2022. Autrement dit, l'explosion des factures d'électricité des travailleurs va financer la réduction du déficit. Mais cette dette, ce ne sont pas les travailleurs qui l'ont faite. Elle n'a pas servi à ouvrir des lits

d'hôpitaux, à embaucher des soignants, des facteurs ou des enseignants. Ce sont les cadeaux au grand patronat, les subventions versées aux plus grandes entreprises qui ont creusé le déficit de l'État.

Que ceux qui sont responsables de la dette, les capitalistes et les classes riches, la payent !

## Défiscalisation, exonérations...le patronat fait (encore!) l'âne pour avoir du foin

Un rapport de l'Inspection générale des finances sur la défiscalisation industrielle dans les territoires d'Outremer a mis en évidence des pratiques « abusives et frauduleuses », en l'occurrence, certains biens défiscalisés auraient profité aux particuliers et non à des professionnels.

Le ministère de l'outremer a réagi en déclarant préparer des mesures « correctives » pour que ces dispositifs qui coûtent à l'État 800 millions d'euros par an, ne soient pas « dévoyés ».

Aussitôt, le président de la Fédération des entreprises d'outremer (Fedom), Hervé Mariton a fait savoir

son inquiétude sur cet éventuel tour de vis alors même que le gouvernement ne veut pas remettre en cause ces cadeaux au patronat et les a même prorogés jusqu'en 2029. Il prévoit juste que dans un avenir (lointain) ces dispositions fiscales soient instituées pour trois ans et renouvelables « seulement » trois ans de plus.

Mais le patronat tient à rappeler qu'il tient pour acquise cette manne financière et qu'il ne peut souffrir qu'on y touche un tant soit peu.

Il y a un an, lors de l'examen du projet de loi de finance de 2023, le gouvernement avait fait mine de vouloir raboter les exonérations de

cotisations sociales patronales, majorées en outremer. La Fedom avait alors fait sa comédie habituelle dans pareil cas, et le gouvernement a aussitôt reculé.

Gageons, qu'il en sera encore de même.

En revanche, quand il s'agit de donner un coup de rabot sur les remboursements de soins, sur les allocations chômage, sur le RSA, etc. qui concernent les classes populaires, le gouvernement a la main ferme.

Dans cette société, les capitalistes ordonnent et les gouvernants obéissent.

## 13 octobre : s'en saisir pour affirmer nos revendications

Le 13 octobre, les huit confédérations appellent à une journée de mobilisation pour, selon la CGT, « *nos salaires, nos retraites, nos droits, pour l'égalité, les services publics et l'environnement* ».

Mais ce sont les salaires et les prix qui retiennent toute l'attention des travailleurs. Dans ses tracts, la CGT dénonce à juste titre l'explosion des profits. Au premier trimestre 2023, pendant que les plus pauvres des travailleurs en sont à se priver du nécessaire, les profits des industries agroalimentaires ont progressé de 18 %. Entre 2010 et 2023, les profits ont augmenté de 45,6 %, amenant les bénéficiaires des entreprises du CAC40 au record de 142 milliards d'euros en 2022.

Face à cette véritable guerre sociale, il faudrait que les travailleurs se battent collectivement et avec détermination pour des objectifs qui remettent en cause le pouvoir absolu du grand patronat sur l'économie. Il

faudrait arracher les 500 euros qui manquent chaque mois, l'indexation automatique des salaires sur les prix, et le contrôle sur les comptes des entreprises. Mais pour les syndicats, il s'agit au mieux de demander l'ouverture de négociations salariales, ou encore d'exiger la conditionnalité des aides publiques aux entreprises. Ils cherchent à accréditer l'idée que les travailleurs pourraient s'en sortir s'ils étaient bien représentés auprès du patronat ou dans les entreprises. C'est un leurre et une impasse.

Macron a annoncé la tenue d'une conférence sociale le 16 octobre pour discuter des bas salaires avec les organisations syndicales. Rien de consistant ne sortira de ces nouvelles discussions. Pour ne donner aucune illusion aux travailleurs, le gouvernement a déjà annoncé que les thèmes de la conférence sociale seraient limités aux « *minima conventionnels, classifications et déroulés de carrière* », aux « *temps*

*partiels et contrats courts* », et enfin aux « *exonérations de cotisations, primes d'activité et tassement des rémunérations* ». S'il sera question des minima de branche qui, en raison de la hausse du smic, se retrouvent mécaniquement en dessous de celui-ci, les salaires des millions de travailleurs ne seront même pas abordés. Cela n'empêchera pas les organisations syndicales de participer à ces simulacres.

Quelles que soient les limites de l'appel syndical à la mobilisation du 13 octobre, les travailleurs révoltés par la guerre sociale que le patronat leur mène, peuvent et doivent s'en servir, pour mettre en avant leurs propres revendications, et pour discuter de la nécessité d'en finir avec ce système capitaliste fauteur de misère et de guerre.

## Lecornu en Ukraine : guerre et bonnes affaires

**Vendredi 29 septembre, un forum ouvert aux marchands d'armes des pays fournissant l'Ukraine était organisé à Kiev. Pour l'occasion, le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, a joué les représentants de commerce en exposant sans fard que la guerre en Ukraine est une occasion en or pour des industriels, une occasion à ne pas rater.**

Plus d'un an et demi après le début de la guerre, le régime de Zelenski a annoncé le développement d'unités de production d'armements ou de maintenance en Ukraine, pour ne plus dépendre entièrement des fournitures venant de l'extérieur. C'était l'enjeu du forum du 29 septembre, pour lequel le ministre français des Armées s'est déplacé, accompagné pour la galerie de parlementaires, et pour les choses sérieuses d'une vingtaine de chefs

d'entreprises spécialisées dans le déminage, le cyber, les drones, les blindés ou encore l'artillerie.

Seize contrats ou ébauches de contrat ont été élaborés entre des industriels français et ukrainiens. Des grosses entreprises françaises de l'armement, comme Nexter, Thales ou Arquus, étaient bien sûr du déplacement, pour développer leur activité directement en Ukraine, mais aussi des plus petites, dont la production n'était d'ailleurs pas à l'origine destinée aux champs de bataille. Par exemple, le fabricant français de drones Delair se frotte les mains : le gouvernement lui avait déjà acheté 150 appareils pour l'armée ukrainienne, et la société, qui était du voyage à Kiev, s'est engagée à en assurer la maintenance sur place. Pour cette société toulousaine de 80 salariés, « *c'est une belle vitrine pour aller vendre sur d'autres marchés* »,

comme l'a déclaré le PDG.

Le ministre des Armées a partagé cette jubilation patronale, en déclarant que les besoins de l'armée ukrainienne constituent « des opportunités pour les industries françaises ». Et d'ajouter : « *Cette perspective-là, les Anglo-Saxons l'ont comprise. À nous de défendre aussi le pré carré français dans cette affaire.* »

Le ministre Lecornu parle comme un homme d'affaires, en guerre contre ses concurrents. C'est le langage de la vérité quant aux motivations réelles du soutien apporté à l'Ukraine par les puissances impérialistes, même de second rang comme la France, bien avant l'invasion orchestrée par Poutine : se tailler des marchés et les défendre bec et ongles avec la peau des peuples ukrainien et russe.

## L'impérialisme français recrute ses gardes chiourme dans les ex-colonies !

Ces dernières années, l'armée française, emblème de la continuation de la présence de l'impérialisme français en Afrique, a dû quitter trois pays d'Afrique de l'Ouest (le Mali, le Burkina Fasso et le Niger) sous la pression de militaires putchistes exploitant le sentiment de rejet du colonialisme tricolore par une grande partie de ces populations.

Rien d'étonnant à cela, car l'armée française a toujours servi de bras armé pour défendre les intérêts des capitalistes français sur ce continent et protéger les dictateurs africains de la colère de leurs propres peuples.

La zone d'intervention armée de la France en Afrique rétrécit donc d'année en année. Lui restent encore

un certain nombre de places où il lui est encore permis de laisser stationner ses troupes : au Sénégal, au Gabon, au Tchad et en Afrique de l'Est sur le territoire de Djibouti, mais aussi à Mayotte... et à La Réunion avec les FASOI qui y disposent de 1600 militaires et 300 civils.

À l'occasion de sa nomination à la tête de ces dernières troupes, leur nouveau commandant supérieur déplorait « le désintérêt de la population par rapport à l'armée », même si selon lui « C'est moins le cas dans l'Outre mer qu'en métropole » (sans doute du fait de la présence du RS-MA qui offre quelques possibilités de formation professionnelle aux jeunes sans emploi), mais revenant à l'essen-

tiel de ses préoccupations, il ajoutait : « Notre institution offre un escalier social offrant des qualifications, une progression dans les grades et les responsabilités.... Ces opportunités doivent naturellement rencontrer ses candidats, d'autant que les effectifs doivent encore augmenter »... dopés qu'ils sont par la loi de finance militaire 2024-2030 dotée de 413 milliards d'euros, dont 13 consacrés à l'Outre-mer.

« Jeunes des DOM au chômage, si vous voulez vous en sortir, engagez-vous pour le prochain casse-pipe général ! », tel est le message délivré par l'armée française à celles et ceux dont la société capitaliste bouche aujourd'hui l'avenir !

## Migrants : non à l'Europe forteresse !

« Au 24 septembre, plus de 2 500 personnes ont été comptabilisées comme mortes ou disparues » depuis le début de l'année en Méditerranée, a annoncé le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), une hécatombe en augmentation de 50 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette estimation macabre n'affole absolument pas les dirigeants de l'Union européenne. Ils ne s'inquiètent que du nombre de passages réussis, en augmentation de 83 % en 2023 pour atteindre 183 000 personnes. Les 27 ministres de l'Intérieur se sont réunis jeudi 28 septembre pour discuter du Pacte migration asile, en négociation depuis 2020. Cette activité fébrile ne vise pas à mieux secourir les réfugiés. Au contraire, depuis des années l'Union européenne ne cesse d'accumuler des obstacles sur les routes de l'exil, les rendant toujours plus dangereuses. Les dirigeants des principales puissances de l'Union européenne affichent à l'unisson un visage de fermeté tout en étant divisés sur le sort à infliger aux réfugiés.

Meloni, en Italie, réclame que les ONG secourant des migrants les fassent débarquer dans le pays dont

leurs bateaux battent pavillon. Cela vise notamment les ONG allemandes comme Sea-Watch. Macron s'est distingué en annonçant que l'aide aux pays d'où partent les migrants serait désormais conditionnée à la capacité de leur État à les dissuader de s'exiler. En Allemagne, le gouvernement a annoncé le rétablissement des contrôles aux frontières de la Pologne et de la Tchéquie, au même titre que leur rétablissement est devenu la norme entre la France et l'Italie à

Vintimille depuis des années.

L'augmentation du nombre de morts en Méditerranée démontre à nouveau que rien ne peut dissuader les migrations puisque la misère et le chaos augmentent de l'autre côté de la Méditerranée. Les dirigeants de l'Union le savent, mais pour flatter les courants les plus réactionnaires de leur opinion publique, ils n'hésitent pas à condamner à mort des milliers de femmes et d'hommes.





## Quotidien de La Réunion : nouvelles menaces contre les emplois



*Le Quotidien de La Réunion a été créé en 1976 par un entrepreneur du nom de Chane Ki Chune qui se donnait pour but, selon ses dires de « Proposer aux Réunionnais un journal qui soit au-dessus des partis et des parti-pris, très nombreux à l'époque. Un quotidien neutre politiquement qui livre une bonne information et ainsi contribue à la paix à La Réunion ».*

À l'époque existait un seul quotidien d'information dans l'île, « le Journal de l'Île de La Réunion » (le JIR – marqué à droite). L'apparition d'un deuxième quotidien prétendant à une plus large ouverture d'esprit correspondait effectivement aux attentes d'une large partie de la population réunionnaise.

Le succès ne se fit pas attendre et les ventes du *Quotidien* s'envolèrent les années suivantes passant de 18 000 exemplaires journaliers en 1986 à 38 000 en 1996.

En 2022, elles étaient redescendues à un peu plus de 12 000.

Comme le *JIR*, le *Quotidien* a certes eu à pâtir de la baisse de ses ventes pendant l'épidémie de Covid, mais aussi des conséquences de la décision de sa direction de licencier abusivement son ancien directeur en 2020, ce qui lui coûta la bagatelle de 600 000 euros de réparation à payer à ce salarié, du remboursement des

salaires pris en charge par les AGS en juin 2020 et du coût à payer pour le licenciement de 24 autres salariés début 2021 (550 000 euros sur trois ans !).

Ainsi au lieu de miser sur le capital humain dont elle disposait pour redresser la barre et retrouver de nouveaux lecteurs, la direction du *Quotidien* a, au contraire, drastiquement réduit le nombre de ses journalistes... et la pagination du journal qui est passée de 50 à 32 pages, dont une bonne part consacrée aux annonces publicitaires !

À cela s'est ajouté la déconsidération de ses lecteurs quand fut étalé au grand jour la décision de son directeur de rédaction de censurer certains articles critiquant la politique et les frasques du président de droite du conseil régional de l'époque, Didier Robert, ainsi que certains groupes capitalistes, tels celui de Bernard Hayot, faisant partie de ses annonceurs !

Le 1er juillet 2020, le *Quotidien* et sa holding, la SAFI, avaient cumulé un déficit de 12 millions d'euros. À leur demande, ils étaient placés en redressement judiciaire avec un plan de remboursement de leurs dettes sur 10 ans.

Venue au secours des patrons de la presse locale, la Région décidait d'octroyer alors une aide de 750 000

euros au *Quotidien* et autant à son concurrent le *JIR*. L'état de son côté rajoutait 600 000 euros au pot sous forme d'aide au pluralisme de la presse dans les DOM !

À cela, il faut ajouter que le groupe appartenant à la famille Chane Ki Chune, dont fait partie le *Quotidien*, est riche à millions. Il intervient non seulement dans la presse, mais dispose aussi de nombreuses participations dans diverses radios, imprimeries, et possède même une entreprise du BTP.

Trois ans plus tard, le *Quotidien*, ayant contracté de nouvelles dettes (auprès de la Sécurité sociale) d'un montant de 90 000 euros, se déclarait en cessation de paiement et était placé dans la foulée en liquidation judiciaire par le tribunal de Commerce avec poursuite de l'activité pendant trois mois.

D'ici là que deviendront les 53 salariés restant de ce journal ?

Leur sort dépendra des offres du ou des repreneurs. Et les requins ne manquent pas autour de cette entreprise en difficulté. Le capitaliste Xavier Niel (patron de Free, etc.) ou la compagnie de transport maritime, la CMA-CGM du capitaliste, Rodolphe Saadé, se sont déjà manifestés, d'autres capitalistes réunionnais et mauriciens sont aussi sur les rangs.

Les salariés du *Quotidien* ne sont pas les seuls menacés. Ceux du *JIR* qui avaient subi il y a quelques années une réduction d'un tiers de leur effectif s'attendaient eux aussi à voir leur entreprise placée prochainement en liquidation judiciaire.

Alors, quelques soient les futurs propriétaires de ces journaux, le sort de ces travailleurs dépendra surtout de leur détermination à ne pas accepter de payer les conséquences de la gestion capitaliste des entreprises de presse, comme de nouveaux licenciements ou des baisses de salaires.

## MER DE CHINE

### Mare nostrum américaine

Lundi 2 octobre, des bâtiments de guerre américains dont un puissant destroyer lance-missiles, accompagnés de navires philippins, d'un bateau japonais et d'un autre, canadien, ont manœuvré entre la Chine et les Philippines pour s'entraîner à combattre ensemble contre un ennemi commun.

L'amiral américain a clairement désigné l'ennemi en question, la Chine, et le prétexte, la liberté de navigation.

La mer de Chine méridionale est un passage obligé des navires partis des ports chinois pour le détroit de Malacca vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen Orient et l'Inde, une artère vi-

tales du commerce chinois. Pour s'assurer, autant que faire se peut, du libre passage, l'État chinois tente de prendre pied sur les îlots déserts de cette région, puis de faire admettre sa souveraineté sur les eaux environnantes. Exactement ce qu'ont fait dans le passé, par le fer et par le feu, les puissances impérialistes qui ont dominé et dominent toujours la planète.

Tous les pays bordant la mer de Chine méridionale sont d'anciennes colonies, françaises, britanniques, hollandaises, espagnoles, portugaises et américaines ou, comme la Chine, un pays dominé des décennies durant par toutes ces puissances et quelques

autres. Tous ont été conquis par la force, pillés, ravagés. Et c'est encore la marine américaine, la première au monde de très loin, qui vient faire régner l'ordre en mer de Chine.

Les commentateurs aux ordres ont la bouche remplie des « menaces de l'impérialisme chinois ». Mais on n'a encore jamais vu cette dictature, si féroce qu'elle soit pour sa propre classe ouvrière et ses opposants politiques, envoyer un destroyer dans la baie de San Francisco pour y régler la circulation.

## HAÏTI

### Vers une catastrophe de plus

*Le 2 octobre, suite à un vote à l'ONU d'une résolution déposée par les États-Unis et l'Équateur, une force multinationale devrait intervenir en Haïti à partir de janvier 2024. Conduite par le Kenya, financée par les États-Unis, elle est censée mettre fin aux exactions des gangs. Dans La voix des travailleurs, journal de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI-Haïti), l'éditorial de juillet signale déjà la possibilité d'une intervention :*

Aux manœuvres dilatoires des classes riches et de leurs alliés, imposons nos propres solutions !

(...) Réuni ce vendredi 14 juillet 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies a fait miroiter à nouveau l'idée de l'envoi en Haïti d'une « force armée robuste » en soutien à la Police nationale haïtienne. Elle aurait pour mission de traquer les gangs

armés, comme n'a cessé de le réclamer le Premier ministre haïtien depuis plus d'un an.

(...) Il y a un air de déjà-vu, de « bouillon réchauffé » qu'ils proposent de servir à nouveau aux masses populaires. Prolongement des forces de répression de la bourgeoisie et des classes dominantes à l'échelle internationale, aucune force militaire sous le label de quelque chapeau que ce soit ne viendra libérer les masses populaires des griffes de leurs exploités.

Pendant près d'une vingtaine d'années, les soldats américains, français, brésiliens et de plusieurs pays d'Afrique sont restés dans le pays sous la bannière de l'ONU. À leur départ, ils ont laissé un pays exsangue où la misère, l'extrême pauvreté, la violence et l'insécurité, les épidémies ont prospéré.

(...) C'est par le truchement, en

effet, des bandes armées légales et illégales que les classes possédantes maintiennent leur domination sur les classes laborieuses. Aux côtés des forces armées régulières, la bourgeoisie et ses sous-fifres se servent des milices, des criminels, des gangsters, des assassins pour briser la résistance de tous celles et ceux qui s'affranchissent de leurs illusions.

Aux problèmes et péripéties de la classe ouvrière et des masses populaires, les classes dominantes d'ici et leurs alliés internationaux n'ont aucune solution à court comme à long terme. Au contraire, tant qu'ils restent aux commandes de cette société, ils ne feront que les empirer. Aux masses exploitées de s'organiser pour débarrasser la société de cette classe parasite et par la même occasion de la débarrasser de la barbarie de l'exploitation de l'homme par l'homme.

### Retour de flamme pour le terrorisme d'État d'Israël

Le Hamas a déclenché une opération militaire contre Israël. Mais la guerre de colonisation faite au peuple palestinien est permanente. Elle est aggravée par le gouvernement d'extrême droite d'Israël qui promet que « *l'ennemi paiera un prix sans précédent* », l'ennemi étant toute la population palestinienne.

Les Israéliens payent le prix de la politique de terrorisme d'État permanent d'Israël : un peuple qui opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

Le nationalisme et la violence aveugle du Hamas sont une impasse, y compris pour les Palestiniens de Gaza qu'il prétend défendre et qui subissent les bombardements tout

aussi aveugles de l'aviation israélienne.

Quant aux puissances impérialistes, comme la France et les États-Unis qui donnent à Israël les moyens

de l'oppression des Palestiniens, elles sont responsables de la catastrophe humaine qui ensanglante en permanence le Proche-Orient.



## GABON

### Le dictateur est parti, pas les militaires

Depuis un peu plus d'un mois, le Gabon vit sous le règne des militaires qui ont chassé le dictateur, Bongo. Mais, pour les classes populaires, la situation reste très difficile et la contestation se développe.

Les militaires ont essayé de trouver un soutien populaire. Ils ont montré les valises de billets trouvées dans les maisons de la famille Bongo ou chez certains dignitaires du régime. Surtout, les retraites des fonctionnaires sont de nouveau payées, alors que ce n'était plus le cas depuis 2020 et que toutes les réclamations étaient violemment réprimées.

Mais le nouveau régime a aussi vite montré ce qu'il avait en tête. Ainsi, un décret a interdit à tous les membres du gouvernement dit de transition de se présenter à la future élection présidentielle, sauf au chef de la junte, Brice Oligui Nguema, alors qu'il dirigeait la garde présidentielle de Bongo ! Les militaires ont refusé de donner le pouvoir aux par-

tis de l'opposition à Bongo, comme ceux-ci le demandaient au début du coup d'État. Nguema a rencontré le candidat de l'opposition, Albert Ondo Ossa, sans que leurs tractations soient révélées. Et depuis, ce politicien est devenu bien discret.

Par ailleurs, le chef de la junte a rencontré tous les dignitaires de l'ancien régime pour leur demander des conseils, paraît-il. Cela a été ressenti par beaucoup comme une provocation. Et les militaires n'ont pas entrepris de démarches pour toucher aux nombreux biens de la famille Bongo, en France notamment. D'autant plus que leur chef possède lui-même plusieurs maisons luxueuses aux États-Unis.

Surtout, si une grande partie des malversations des Bongo et consorts ont été révélées au grand jour, les militaires se gardent bien de dénoncer la domination de l'impérialisme, français notamment, et les énormes profits de Total dans le pétrole ou

d'Eramet dans le manganèse. L'ambassadeur de France est d'ailleurs le premier reçu par Nguema, qui a aussi eu une entrevue avec le directeur au Gabon du trust Eramet. Cela explique certainement le silence du gouvernement français sur ce coup d'État, les intérêts des capitalistes français sont toujours bien protégés.

Si, en général, la population est satisfaite d'être débarrassée de la dictature de Bongo, elle n'a pas vraiment d'illusions sur les militaires au pouvoir. La seule perspective pour que les choses changent réellement, ce serait que la classe ouvrière, importante au Gabon, notamment dans les mines, intervienne pour prendre son sort en main. Il n'y a en effet rien à attendre des chefs militaires, formés à la répression des révoltes populaires, et pas davantage des politiciens de l'opposition, qui ne rêvent que d'arriver au pouvoir pour s'enrichir en maintenant la population dans la misère.

## Manque d'eau, un scandale qui dépasse la borne !

LO



À Mayotte, depuis le 18 septembre dernier, pour cause de production insuffisante d'eau potable et d'absence d'investissements dans l'entretien du réseau, l'eau est coupée deux jours sur trois sur tout le territoire. Le jour du rétablissement de la fourniture, la population a pour consigne de l'ARS, si elle ne veut pas tomber malade, « de faire bouillir l'eau les 6 premières heures après une coupure nocturne, durant les 12 premières heures après une coupure

de 24 heures ou plus : pour boire, faire à manger et se brosser les dents ».

Face à la colère de la population qui n'en peut plus, Élisabeth Borne, la première ministre, a annoncé que l'État paierait les factures d'eau des Mahorais de septembre à décembre.

Elle a oublié les factures de gaz et d'électricité qui vont avec !

### ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €  
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282



*Réservez dès maintenant vos places auprès de nos camarades !*

Visiter le site  
<https://www.lutte-ouvriere.org/>